

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRÊTÉ

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 mars 1981 autorisant M. Gilbert CONNAN demeurant à PLUSSULIEN au lieu-dit "Kersouès à exploiter à cette adresse :
 - un élevage de 30.000 volailles (qui compte à ce jour 25.000 animaux) ;
 - un élevage de 228 veaux de boucherie ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue de l'extension de cet élevage par création d'un nouveau poulailler d'une capacité de 35.000 volailles, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils Municipaux de PLUSSULIEN du 20 mai 1992, LANISCAT du 22 juin 1992, SAINTE-TREPHINE du 16 juin 1992 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, de l'Equipement, émis respectivement les 26 août 1992, 26 juin 1992, 29 mai 1992, 2 juin 1992 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 octobre 1992 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 30 octobre 1992 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - 1) - Les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé 1981 sont abrogées en tant qu'elles concernent l'élevage de volaille

2) - M. Gilbert CONNAN, demeurant à PLUSSULIEN a "Kersouès", est autorisé à exploiter un élevage de volailles à cet (section ZN n° 30) dont les bâtiments et les stockages de déjections implantés à plus de 100 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'eau.

ARTICLE 2 - La capacité maximale de l'élevage classé sous la n° 58-6 de la nomenclature sera de 60 000 volailles de plus de présence instantanée, à savoir :

- élevage existant 25 000 poules pondeuses,
- élevage à créer 35 000 poules pondeuses.

ARTICLE 3 - Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions ci-jointes de l'annexe technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 et annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990 lorsqu'elles ne sont pas contraires aux premières ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés à l'arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions ci-dessus ;

3°) l'exploitation de l'élevage se fera sur cailleboti

- le volume des fosses de stockage des déjections sera porté de 350 m³ à 950 m³;

- un hangar de stockage d'une capacité de 1 120 m² construit, les murs d'une hauteur minimale de 3,50 m et le sol sera planchéifié ;

- le poulailler projeté sera équipé d'un système de séchage des fientes à chaque étage des batteries.

4°) évacuation régulière des fientes du poulailler existant vers la zone d'épandage après chaque fin de bande ;

5°) application des prescriptions législatives et réglementaires édictées pour l'hygiène et la sécurité des travailleurs ;

6°) dératisations et désinsectisations périodiques ;

7°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

8°) Conditions particulières d'élimination des déjections

- les fientes en provenance du bâtiment en projet seront traitées par les Etablissements HUON de BECARD. Les documents des livraisons seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

.../...

ARTICLE 4 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou si l'exploitation n'a pas été mise en service pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans les quinze jours qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail et l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 - Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PLUSSULIEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Gilbert CONNAN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Gilbert CONNAN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 - "Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur à compter de la notification de la décision. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, Le Maire de PLUSSULIEN, L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Gilbert CONNAN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LANISCAT et SAINTE-TREPHINE, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 21 JAN. 1993

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé : Philippe SABLAYROLLES

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché, C. M. Bureau



Maria-Suzanne MORFAL